

SCOTLAND'S FUTURE

VOTRE GUIDE POUR UNE ÉCOSSE INDÉPENDANTE

UN RÉSUMÉ

© Crown copyright 2013

Ces informations peuvent être réutilisées (logos et images exclus) gratuitement dans tout format ou média, conformément aux termes de la Licence Ouverte pour les informations publiques. Pour consulter cette licence, visiter le site <http://www.nationalarchives.gov.uk/doc/open-government-licence/> ou envoyer un courrier électronique à : psi@nationalarchives.gsi.gov.uk.

Si nous avons identifié des informations de tiers couvertes par un droit d'auteur, la permission des détenteurs du droit d'auteur en question devra être sollicitée.

Les statistiques contenues dans le présent document sont exactes au moment de la mise sous presse.

Ce document est disponible sur notre site Internet à **SCOTREFERENDUM.COM**



Lire le code QR ici pour
voir des vidéos relatives à
L'avenir de l'Écosse.

Première publication par le gouvernement écossais : novembre 2013

ISBN: 978-1-78412-145-7 (French)

ISBN: 978-1-78412-099-3 (epub)

ISBN: 978-1-78412-100-6 (mobi)

Le gouvernement écossais
St Andrew's House
Édimbourg
EH1 3DG

Produit par le groupe APS Écosse pour le gouvernement écossais
DPPAS20255 (11/13)

Publié par le gouvernement écossais : novembre 2013

L'AVENIR DE L'ÉCOSSE

Il est entre vos mains

Le référendum en Écosse le 18 septembre 2014 représente un choix entre deux avenir.

Si nous votons Oui, nous passons à l'étape suivante du parcours de l'Écosse.

Nous irons de l'avant avec confiance, prêts à tirer le meilleur parti des nombreuses occasions à venir. Les décisions les plus importantes concernant notre économie et notre société seront prises par ceux qui se soucient le plus de l'Écosse, c'est-à-dire le peuple écossais. La porte s'ouvrira sur une nouvelle ère pour notre nation.

L'avenir de l'Écosse résidera entre les mains de l'Écosse.

Si nous votons Non, l'Écosse restera statique. L'occasion unique d'une génération de suivre un chemin différent, et de choisir une nouvelle et meilleure orientation pour notre nation, sera perdue. Les décisions à propos de l'Écosse resteront entre d'autres mains.

Nous, qui vivons ici, avons le plus grand intérêt à faire de l'Écosse une réussite. Avec l'indépendance, nous pouvons faire de l'Écosse le pays plus équitable et plus prospère que nous savons tous qu'il devrait être. Nous pouvons faire en sorte que les vastes richesses et ressources de l'Écosse servent beaucoup mieux chacun dans notre pays, en créant une société qui soit le reflet de nos espoirs et de notre ambition.

Être indépendant signifie que nous aurons le gouvernement de notre choix : un gouvernement qui place toujours le peuple écossais en premier.

C'est ce que l'indépendance peut apporter à l'Écosse et c'est la raison qui donne à croire au gouvernement écossais que les Écossais seront avantagés par l'indépendance, individuellement et collectivement.

Avantages de l'indépendance – quel que soit le parti élu

Ce sont ceux qui se soucient le plus de l'Écosse qui prendront les décisions la concernant : ceux qui y vivent et y travaillent.

Un Parlement indépendant entièrement élu par le peuple d'Écosse remplacera le système actuel de Westminster, selon lequel les représentants élus d'Écosse ne constituent que 9 % des 650 membres de la Chambre des communes ; la Chambre des lords est totalement non élue.

Les gouvernements seront toujours formés par les partis qui remportent les élections en Écosse. D'importantes décisions ne pourront plus être prises par des gouvernements qui n'ont pas obtenu le soutien de l'électorat écossais.

C'est la garantie que les taux d'imposition et de cotisation à la sécurité sociale seront établis selon les désirs du peuple écossais. Ceci signifiera qu'il ne sera plus possible d'imposer à l'Écosse des politiques comme la « bedroom tax » (réduction de l'allocation logement pour les chambres inoccupées dans les logements sociaux)

Les services publics peuvent rester entre les mains du secteur public. Le Parlement écossais a le pouvoir de maintenir le NHS (service national de santé) entre les mains du secteur public, mais il n'a pas pu empêcher d'autres services comme le « Royal Mail » (la poste) d'être privatisés par Westminster.

En Écosse, une politique économique centrée sur la stabilité dans ce domaine et la sécurité de l'emploi remplacera une politique économique qui avantage démesurément Londres et le Sud-est de l'Angleterre.

L'accès à nos propres ressources - car chacune des évaluations des 32 dernières années démontre que l'Écosse a généré plus d'impôt par habitant que le Royaume-Uni dans son ensemble. Avec l'indépendance, les décisions sur le niveau et l'affectation des dépenses publiques seront prises ici en Écosse.

Une politique économique qui peut être adaptée pour tirer profit des universités écossaises de classe mondiale et des industries de croissance clés comme le secteur des produits alimentaires et des boissons, des sciences de la vie et du tourisme.

Indépendante, l'Écosse peut investir sa richesse pétrolière pour les générations futures. Il est estimé qu'il reste en valeur autant de pétrole dans la mer du Nord que ce qui a déjà été extrait. La Norvège a un fonds d'épargne d'une valeur supérieure à 470 milliards de livres sterling.

Nos impôts ne seront pas utilisés pour financer des armes nucléaires et nous pourrons retirer le Trident de l'Écosse à jamais.

Avantages à tirer de l'indépendance – si nous devenons le premier gouvernement d'un Écosse indépendante

Développement transformationnel de la garde des enfants préscolaires, pour donner à nos enfants un meilleur départ dans la vie, pour faciliter le retour au travail des parents – surtout les mères – et pour créer de nouvelles occasions d'emploi.

Abolition de la « bedroom tax » qui économisera en moyenne 50 livres sterling par mois à 82 500 foyers écossais, y compris 63 500 foyers avec un adulte handicapé et 15 500 foyers avec des enfants.

Un arrêt au déploiement en Écosse des allocations du Crédit universel et d'Autonomie personnelle permettant aux gouvernements écossais futurs d'élaborer des réformes de notre système d'assistance sociale qui répondront à nos besoins.

Les premières étapes vers un système d'imposition plus équitable en s'assurant que les taux d'abattement fiscal de base et les crédits d'impôt augmenteront au moins en phase avec l'inflation, en éliminant l'abattement fiscal réservé aux couples mariés et en abolissant le programme « Shares for Rights » (actions contre droits).

Protection des revenus des retraités par le verrou triple afin que les retraites augmentent suivant le taux d'inflation, les revenus ou 2,5 %, le montant le plus élevé étant appliqué.

Simplification du système fiscal pour réduire les coûts de mise en conformité, rationaliser les allègements et aider à réduire l'évasion fiscale, avec un gain cible de revenu de 250 millions de livres sterling par an d'ici la fin du premier mandat.

Retour de Royal Mail à la propriété publique en Écosse, garantissant la qualité de service dont toutes les régions de notre pays bénéficient à l'heure actuelle.

Une commission sur le travail équitable et une garantie que le salaire minimum augmentera au moins en phase avec l'inflation. Au cours des 5 dernières années, ceci aurait amélioré les revenus des Écossais les moins bien rémunérés d'un montant équivalent à 675 livres sterling. Un soutien continu pour le salaire de subsistance pour le personnel du gouvernement central et sa promotion pour d'autres secteurs de l'économie écossaise.

Un calendrier pour réduire le taux d'imposition des sociétés jusqu'à trois pour cent et contrecarrer l'attraction gravitationnelle de Londres pour les sociétés.

Examen d'autres moyens d'aide pour les petites entreprises, par exemple en termes de coûts de cotisations sociales pour les encourager à créer plus d'emploi.

Réduction de 50 % de la taxe de transport pour passager aérien, en vue de l'abolir lorsque les finances publiques le permettront.

Subvention pour l'efficacité énergétique et le déploiement des technologies écologiques à partir de budgets du gouvernement central pour réduire les factures d'énergie d'environ 5 %.

Rt Hon Alex Salmond MSP

Premier Ministre

L'Écosse est une ancienne nation, réputée pour l'ingénuité et la créativité de notre peuple, la beauté époustouflante de notre paysage et l'intelligence de nos universitaires. Notre histoire nationale s'est façonnée au fil des générations par des valeurs de compassion, d'égalité, un engagement inégalé envers l'habilitation de l'éducation, une passion et une curiosité pour l'invention qui ont aidé à sculpter le monde autour de nous. Les Écossais ont été à l'avant-garde des grands débats moraux, politiques et économiques de notre temps lorsque l'humanité était en quête des progrès de l'âge moderne.

C'est dans cet esprit de progrès que vous serez sollicités le 18 septembre 2014

« L'Écosse devrait-elle être un pays indépendant ? »

La réponse que nous donnons à cette question déterminera comment nous pourrions donner forme à notre nation pour le futur. L'année à venir devrait être une célébration nationale de qui nous sommes et de ce que nous pourrions être.

Le débat dans lequel nous sommes engagés en tant que nation concerne le futur de tous ceux d'entre nous assez chanceux pour vivre dans ce pays dynamique d'une riche diversité. C'est un moment rare et précieux dans l'histoire de l'Écosse : l'occasion unique d'une génération de tracer une meilleure trajectoire.

Au fond, la question de l'indépendance ne porte pas sur ce gouvernement ou un parti politique quelconque. Elle concerne un choix démocratique fondamental pour le peuple écossais. Il s'agit du pouvoir de choisir qui devrait nous gouverner et de celui de bâtir un pays qui traduise nos priorités en tant que société et nos valeurs en tant que peuple.

Je crois en l'indépendance, car je pense que ce sera mieux pour nous tous si les décisions concernant l'Écosse sont prises par ceux qui se soucient le plus de ce pays : les gens qui y vivent et y travaillent. Je suis absolument convaincu que le futur de l'Écosse devrait résider entre les mains de l'Écosse.

Je crois aussi que les liens de famille, d'amitié, d'histoire et de culture entre l'Écosse et les autres parties des îles Britanniques sont précieux. L'Angleterre, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord seront toujours notre famille, nos amis et nos plus proches voisins. Mais si l'Écosse est un pays indépendant, nos relations seront celles d'égal à égal. Je n'ai aucun doute qu'elles deviendront florissantes.

Je veux être clair sur ce que l'indépendance signifie et pourquoi le gouvernement écossais vous demande de voter Oui.

L'objectif de ce vote de septembre 2014 est de devenir indépendant de l'union parlementaire de 1707, de transmettre au Parlement écossais les pouvoirs que Westminster possède dans les domaines de l'imposition, de l'assistance sociale et de l'économie, et de garantir à l'Écosse sa propre place dans le monde en tant que pays indépendant.

L'année dernière, dans l'Accord d'Édimbourg, les gouvernements écossais et de Westminster ont convenu de continuer à travailler ensemble de façon constructive au regard des résultats du référendum, quels qu'ils puissent être, au mieux des intérêts du peuple écossais et du reste du Royaume-Uni. C'est un engagement important de la part des deux gouvernements. Il permettra d'assurer une transition en douceur de pouvoirs de Westminster à l'Écosse.

Ce travail constructif en commun continuera après l'indépendance.

Nous travaillerons en partenariat avec le reste du Royaume-Uni pour partager la livre sterling pour notre bénéfice mutuel, mais nous poursuivrons une politique fiscale et économique écossaise de manière à stimuler l'emploi, la croissance et la justice sociale.

Les gouvernements de Westminster, rejetés dans les urnes en Écosse, ne seront plus en mesure d'infliger l'impôt sur la propriété ou la « bedroom tax » aux personnes les plus vulnérables de notre société.

Nous continuerons à travailler en partenariat avec le reste du Royaume-Uni au sein d'alliances de défense pour promouvoir la paix et la sécurité, mais nous serons aussi en mesure de retirer le Trident du sol écossais et d'arrêter de contribuer au coût à vie de 100 milliards de livres sterling d'une nouvelle génération d'armes nucléaires.

Nous collaborerons avec le reste du Royaume-Uni au sein de l'Union Européenne. Mais nous pourrons représenter l'Écosse aux plus grandes tables d'Europe en tant qu'État membre constructif et défendre les intérêts écossais essentiels.

L'Écosse restera au sein de l'Union des Couronnes avec sa Majesté la Reine comme son Chef d'État, mais nous aurons une Constitution écrite moderne.

D'autre part, les liens sociaux entre l'Écosse et le reste du Royaume-Uni se perpétueront et prospéreront.

Ceci est l'Écosse indépendante que nous négocierons à la suite d'un vote favorable. Nous mènerons cette action pour que l'Écosse devienne indépendante le 24 mars 2016 et pour être prêts pour les premières élections d'un Parlement écossais indépendant au printemps de cette année-là.

Bien entendu, certains préféreraient que l'Écosse devienne une république, qu'elle quitte l'UE ou l'OTAN ou qu'elle aie sa propre monnaie. Après l'indépendance de

l'Écosse, tout parti politique désirant apporter de tels changements devra d'abord en obtenir le soutien par le biais d'une élection.

Il en va de la réelle valeur démocratique de l'indépendance : le peuple écossais est aux commandes. Les gouvernements ne pourront plus être élus et adopter des politiques contre la volonté du peuple écossais. D'autres choix sont ainsi possibles, différents de ceux que nous proposons dans ce guide, mais ceux-ci seront les choix du peuple écossais.

L'indépendance mettra le peuple écossais en charge de son propre destin.

Personne ne suggère qu'une Écosse indépendante ne sera pas confrontée à des défis. Nous serions les seuls si ce n'était pas le cas.

Mais nous sommes riches en talent humain et ressources naturelles. Nous sommes l'une des plus riches nations du monde. Avec l'indépendance, nous pouvons construire le genre de pays que nous voulons être.

Au cours des décennies passées, beaucoup se sont demandé si un pays nanti de tant de richesse, de talent et de ressources aurait pu et dû faire davantage pour réaliser le potentiel dont nous savons qu'il existe pour tous. Ces générations-là pouvaient seulement imaginer une meilleure Écosse.

Notre génération a l'occasion d'arrêter d'imaginer ou d'extrapoler et de commencer à bâtir cette meilleure Écosse, qui est possible comme nous le savons tous.

C'est notre pays. C'est l'avenir de l'Écosse. Il est temps de saisir cet avenir à pleines mains.

Ce que vous pouvez attendre de ce résumé

Ceci est un résumé de *Scotland's Future*, le guide du gouvernement écossais pour une Écosse indépendante, que celui-ci a publié pour présenter les avantages de l'indépendance pour l'Écosse.

Scotland's Future définit aussi la vision et les priorités d'action de ce gouvernement si nous devenons le premier gouvernement d'une Écosse indépendante, il explique le procédé par lequel l'Écosse accèdera à l'indépendance suite à un vote favorable et comment notre Écosse nouvellement indépendante fonctionnera.

Ce résumé est organisé suivant les mêmes parties principales du document intégral. Dans la 5^e partie de *Scotland's Future* nous répondons à 650 questions détaillées qui nous ont été posées à propos de l'indépendance.

Si après avoir lu cette version abrégée, vous voulez lire le document complet vous pouvez y accéder sur <http://www.scotreferendum.com/>.

Le gouvernement de Westminster, qui est opposé à l'indépendance, produit aussi des documents expliquant pourquoi il pense que les décisions à propos de l'économie, de l'imposition et des systèmes d'assistance sociale de l'Écosse gagnent à rester à Westminster plutôt que d'être transférés ici en Écosse.

1^e partie – L'argument en faveur de l'indépendance

L'indépendance signifie que l'avenir de l'Écosse sera entre nos propres mains. Les décisions que Westminster prend à l'heure actuelle pour l'Écosse seront alors prises par les représentants élus du peuple écossais au Parlement écossais.

Un vote pour l'indépendance sera la déclaration la plus claire possible de notre confiance en nous et en notre nation. L'indépendance engendrera une période d'énergie, d'effort et d'ambition qui aura le pouvoir de réaliser nos espoirs et nos attentes et de transformer notre pays.

L'indépendance n'est pas une fin en soi. L'objectif fondamental de l'indépendance est d'améliorer la vie des habitants d'Écosse. Seuls un Parlement et un gouvernement écossais seront toujours en mesure de placer les intérêts du peuple écossais en premier. Nous n'avons qu'à examiner ce qui s'est passé depuis la dévolution en 1999 pour savoir que c'est bien le cas : ces pouvoirs ont été favorables à l'Écosse, mais dans les domaines encore sous le contrôle de Westminster, de nombreux coûts ont été subis par les familles et les communautés en Écosse.

Démocratie, prospérité et équité sont les principes au cœur de l'argument en faveur de l'indépendance. L'indépendance signifie que le peuple écossais assumera la responsabilité de son avenir. Elle lui donnera aussi les pouvoirs économiques et sociaux dont tout pays a besoin pour bâtir une société plus prospère et plus équitable.

Ce qui est crucial, c'est que ces principes fonctionnent en harmonie. Si nous transférons en Écosse les pouvoirs décisionnaires de Westminster, nous serons plus à même de voir des politiques en accord avec les valeurs du peuple écossais, qui réduisent l'écart entre riches et pauvres, et fournissent des opportunités pour tous en Écosse, quelles que soient leurs origines. Nous pouvons bâtir une société plus équitable. Et ce faisant, nous pouvons créer un pays plus prospère, car nous savons que les pays prospères offrent plus d'égalité et de cohésion. Ils profitent au mieux des talents de chacun et ont le sentiment d'avoir un but national commun.

L'ÉCOSSE A CE QU'IL FAUT

INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DE 17 MILLIARDS DE LIVRES STERLING

INDUSTRIE DU TOURISME DE 9 MILLIARDS DE LIVRES STERLING

10 % DU POTENTIEL D'ÉNERGIE HOULOMOTRICE DE L'UE

PIB PAR HABITANT : L'ÉCOSSE EST CLASSÉE 8^e SUR LES 34 PAYS MEMBRES DE L'OCDE

98,8 % DE LA PRODUCTION PRÉVUE DE PÉTROLE OFFSHORE DU ROYAUME-UNI

INDUSTRIE CRÉATIVE DE 2,8 MILLIARDS DE LIVRES STERLING

25 % DU POTENTIEL D'ÉNERGIE ÉOLIENNE ET MARÉMOTRICE D'EUROPE

ÉCONOMIE RURALE ET INSULAIRE DE 32 MILLIARDS DE LIVRES STERLING

INDUSTRIE ALIMENTAIRE ET DE BOISSONS DE 13 MILLIARDS DE LIVRES STERLING

UNE POPULATION DE 5,3 MILLIONS

11,6 % DE LA PRODUCTION AGRICOLE DU ROYAUME-UNI

2,3 MILLIARDS DE LIVRES STERLING D'IMPACT ÉCONOMIQUE DU PATRIMOINE

INDUSTRIE D'EXPORTATION DU WHISKY DE 4,3 MILLIARDS DE LIVRES STERLING

Il y a trois raisons prépondérantes pour que l'Écosse accède à l'indépendance :

1. Pour créer une Écosse plus démocratique

Le gouvernement Écossais pense que le peuple écossais est celui qui parviendra le mieux à diriger notre pays. Nous ne prétendons pas que nous prendrons à chaque fois la bonne décision, mais le plus souvent, les choix que nous ferons pour notre économie et notre société seront meilleurs pour l'Écosse que ceux faits par Westminster.

Le Parlement écossais, avec des pouvoirs limités, a déjà démontré ce qui est possible. Depuis 1999, le Parlement écossais assume la responsabilité de domaines dévolus, dont la santé, l'éducation, la justice, le logement, l'agriculture, la pêche et certains aspects des transports. Il a introduit les soins personnels gratuits pour les personnes âgées, maintenu notre NHS dans le secteur public et restauré la gratuité de l'éducation pour nos étudiants. À l'indépendance, avec pleins pouvoirs sur notre fiscalité, nos services sociaux, l'immigration, les affaires étrangères et la défense, le Parlement écossais sera aussi en mesure de faire de meilleurs choix pour l'Écosse dans ces domaines.

Avec l'indépendance, l'Écosse aura toujours les gouvernements pour lesquels elle vote.

Pendant 34 des 68 années depuis 1945, l'Écosse a été gouvernée par des gouvernements de Westminster sans aucune majorité en Écosse.

Des politiques sont imposées à l'Écosse, même lorsque nos députés élus à Westminster s'y sont opposés. Sous le gouvernement de Westminster actuel, ce déficit démocratique s'est traduit par :

la privatisation de Royal Mail

des changements inéquitables des services sociaux comme la « bedroom tax »

des réductions des dépenses d'investissement, portant atteinte à la reprise économique

un engagement à dépenser à hauteur de 100 milliards de livres sterling pour les coûts à vie du remplacement d'un système d'armes nucléaires.

Être en mesure de décider de notre propre gouvernement importe vraiment. Les coûts des décisions prises à Westminster sont à la charge des familles et des communautés à travers l'Écosse. Un grand nombre des conséquences seront ressenties à long terme : en résultat direct des changements des prestations sociales par le gouvernement de Westminster, il est prévu que le taux de pauvreté chez les enfants en Écosse augmente de 22,7 %, l'équivalent d'encore 50 000 enfants d'ici 2020. Tout ceci pourrait être évité. Ces conséquences pour l'Écosse sont le résultat direct d'avoir des gouvernements pour lesquels nous n'avons pas voté.

Avec l'indépendance, l'Écosse aura les outils nécessaires pour transformer notre pays riche en une société riche. Ceci demandera beaucoup de travail et d'efforts, mais la récompense en vaut la peine : nous pourrions créer un futur plus prospère, durable et réussi pour nos familles, notre nation et pour nous-mêmes.

2. Pour bâtir un pays plus prospère

Tant avant qu'après la dévolution, les principaux pouvoirs économiques nécessaires pour procurer croissance et prospérité sont restés à Westminster. Contrôle de l'imposition, limites des dépenses publiques, réglementation des affaires et de l'industrie, et politique de compétition, ils résident tous à Londres. Les gouvernements écossais décentralisés successifs ont connu un succès considérable dans la réduction du chômage, l'augmentation de l'emploi et la promotion d'investissements exogènes. Mais les décisions économiques fondamentales qui affectent l'Écosse sont prises à Westminster, souvent par des gouvernements qui n'ont aucun mandat populaire en Écosse, et dans l'intérêt d'une économie et d'une société avec des priorités différentes de celles de l'Écosse.

L'Écosse jouit d'un ensemble de forces et d'avantages économiques : ressources naturelles importantes, forte image de marque internationale, universités et recherche de classe mondiale, ainsi qu'un éventail d'industries de pointe, entre autres dans l'alimentation et les boissons, les sciences de la vie, les industries créatives, l'énergie, le tourisme, les assurances, la gestion du patrimoine et l'ingénierie. Grâce à ces forces et ces avantages, notre produit national par habitant nous place parmi les premiers dans l'OCDE, l'association des pays les plus riches du monde.

Même sans le pétrole de la mer du Nord, l'économie écossaise réalise presque exactement le même produit par habitant que le reste du Royaume-Uni.

Avec notre industrie pétrolière et gazière, nous produisons presque un cinquième de plus. L'Écosse peut se permettre d'être indépendante.

Cependant, en dépit de toutes les forces de l'Écosse, au cours des 30 dernières années, notre taux de croissance économique a été inférieur à celui de la moyenne britannique et à celui de nations comparables à travers l'Europe. Ceci reflète un

certain nombre de facteurs, y compris un taux de croissance démographique plus bas.

Notre rendement économique est le produit de notre travail et de notre ingénierie en tant que nation, il est le reflet des nombreux avantages dont nous bénéficions. Et pourtant, l'espérance de vie en Écosse est plus basse que dans d'autres pays similaires et les niveaux de pauvreté sont trop élevés.

Des nations semblables à l'Écosse, comme la Norvège, la Finlande, le Danemark et la Suède, sont en tête des classements mondiaux de richesse et de bien-être. Contrairement à l'Écosse, elles sont indépendantes et sont en mesure de prendre des décisions au mieux des intérêts de leurs propres économies. Elles ne laissent pas les décisions importantes pour leur économie à des parlements dont les intérêts sont nécessairement ailleurs. Ceci est l'avantage de leur indépendance qu'elles ont utilisée pour bâtir des sociétés qui procurent une meilleure qualité de vie à leurs citoyens.

Si l'Écosse se détachait des taux de croissance qu'elle a connus par le passé pour, à la place, égaler les niveaux de croissance d'autres petits pays européens, les avantages pour le peuple écossais seraient importants en termes de prospérité et d'emploi.

Si la croissance de l'Écosse avait égalé celle d'autres nations indépendantes entre 1977 et 2007, le PIB par habitant serait maintenant supérieur de 3,8 %, l'équivalent de 900 livres sterling en plus par habitant.

Nous bénéficierions aussi des revenus plus élevés qui accompagnent une plus grande prospérité. L'indépendance rendrait le Parlement et le gouvernement écossais responsables de l'intégralité des pouvoirs économiques. Les décisions sur l'imposition et d'autres leviers économiques, ainsi que la législation de l'emploi et tous les aspects de la réglementation économique, seraient prises en Écosse et adaptées aux besoins de l'Écosse. Dans certains cas, tels que notre proposition de continuer à partager la livre sterling comme notre monnaie, les choix impliqueraient partenariat et coopération avec d'autres pays. Cependant, nous serions les seuls à décider quand coopérer. Le but de l'indépendance est de pouvoir prendre nos propres décisions. Elle créera les meilleures conditions pour une croissance économique durable, elle nous permettra de protéger les niveaux de vie, de réduire la pauvreté et l'inégalité, et de bâtir une meilleure société.

3. Devenir une société plus équitable

Au sein du Royaume-Uni, l'Écosse fait partie d'une société de plus en plus inégale. Le Royaume-Uni est classé 28^e sur 34 nations dans l'OCDE sur une mesure d'inégalité générale. L'analyse de l'OCDE démontre que depuis 1975, l'inégalité des revenus chez les personnes en âge de travailler a augmenté plus rapidement au Royaume-Uni que dans n'importe quel autre pays de l'organisation. Ceci n'est pas le résultat des politiques d'un seul gouvernement, mais de presque 40 ans de décisions à Westminster.

Chercher à devenir une société plus égalitaire n'est pas seulement une bonne chose. Cela tient aussi de la logique pour l'économie. Nous savons que les sociétés les plus égalitaires ont aussi les plus hauts niveaux de bien-être et qu'elles sont plus prospères.

Le plus souvent, ce sont aussi des nations comme l'Écosse ; les pays les plus équitables et les plus prospères du monde sont des nations européennes indépendantes de taille similaire. Nous voulons les pouvoirs de l'indépendance afin de pouvoir bâtir une Écosse différente et meilleure, où les nombreux avantages d'une société riche et active sont sauvegardés et où nous œuvrons ensemble pour faire avancer notre nation toute entière. Les progrès accomplis dans la dévolution nous ont montré ce qui est possible, mais ce n'est pas assez.

Pour toutes ces raisons importantes de démocratie, de prospérité et d'équité, il est temps que le peuple écossais assume la responsabilité de son propre avenir alors que nous nous tournons vers la troisième décennie de ce XXI^e siècle.

Plutôt que de rester une préoccupation secondaire pour les gouvernements de Westminster que nous n'avons pas élus et ne soutenons pas nécessairement, nous pouvons tracer notre propre voie. Avec l'indépendance, nous pouvons créer une nation sociale : un pays qui agit comme une communauté et y ressemble, une société dynamique où nous connaissons les avantages de veiller les uns sur les autres. L'objectif de l'indépendance c'est d'habiliter le peuple et les communautés écossaises tout autant que notre Parlement et notre gouvernement. Elle nous donnera la capacité, collectivement, de choisir le bon chemin à suivre pour nous et pour ceux avec qui nous travaillons et que nous côtoyons.

Notre ambition est stimulée par notre conviction absolue que l'Écosse, et tous ceux qui y vivent, devraient profiter des avantages de niveaux plus élevés de croissance économique durable. Nous pouvons réaliser tellement plus avec tous les avantages dont nous jouissons.

2^e partie – Les finances nationales de l'Écosse

L'Écosse est un pays riche qui peut largement se permettre d'être indépendant. La santé de nos finances publiques est constamment meilleure qu'ailleurs au Royaume-Uni, nous donnant une base sur laquelle bâtir un succès économique et maintenir des services solides.

Au cours de chacune des 32 dernières années, les estimations ont révélé que par ses impôts par habitant, l'Écosse a davantage contribué que le Royaume-Uni dans son ensemble. Les recettes fiscales écossaises totales en 2011/12 (derniers chiffres disponibles en date) ont représenté 10 700 livres sterling par habitant. Ceci se compare à un chiffre de 9 000 livres sterling pour le Royaume-Uni dans son ensemble.

Pour la période de 2007/08 à 2011/12, il a été estimé que la proportion des dépenses publiques par rapport au PIB était moins élevée pour l'Écosse que pour le Royaume-Uni dans son ensemble.

Impôts et dépenses pris ensemble, au cours des cinq dernières années, les finances publiques de l'Écosse ont été plus solides que celles du Royaume-Uni dans son ensemble par un total de 12,6 milliards de livres sterling, presque 2 400 livres sterling par habitant.

À l'indépendance en 2016, il est estimé que la situation financière de l'Écosse continuera à être plus saine que celle du Royaume-Uni dans son ensemble. Nous partirons sur une base financière solide. Le gouvernement a identifié des mesures pour augmenter les revenus et réduire les dépenses qui fourniront une marge de manœuvre pour nos priorités d'action immédiates : la transformation de notre système de garde d'enfants, l'abolition de la « bedroom tax », et une imposition compétitive des sociétés.

3^e partie – Les occasions créées par l'indépendance

Économie

Même sans le pétrole et le gaz de la mer du Nord, le PIB (Produit Intérieur Brut) par habitant en Écosse est pratiquement identique à celui du Royaume-Uni dans son ensemble. Avec le pétrole, il le dépasse de près d'un cinquième.

L'économie écossaise possède des forces essentielles dans des secteurs en pleine croissance, comme l'industrie alimentaire et des boissons, l'énergie, les industries créatives, le tourisme et les sciences de la vie. Nous avons plus d'universités de pointe par habitant que n'importe quel autre pays dans le monde. Nous sommes un lieu d'investissement exogène très performant et nous avons une forte industrie de services financiers.

Le référendum pour l'indépendance propose donc un choix économique, à savoir comment capitaliser sur cette base économique solide pour créer de l'emploi durable, s'assurer du partage de la richesse de l'Écosse entre un plus grand nombre, établir de la résilience et de la sécurité à long terme dans notre économie.

Sous le système de Westminster, l'Écosse est traitée comme une économie régionale au sein du Royaume-Uni. Notre capacité à faire face aux défis futurs et à saisir des occasions est restreinte et de nombreuses décisions importantes sont prises par Westminster. À l'heure actuelle, le Parlement écossais est responsable de seulement 7 % des impôts perçus en Écosse ; les nouveaux pouvoirs d'imposition n'augmenteront ce chiffre que jusqu'à 15 % environ. Avec l'indépendance, l'Écosse contrôlera 100 % de nos ressources.

Sous le système de Westminster, l'Écosse est aussi enfermée dans l'un des modèles économiques le plus inégalitaire du monde développé : depuis 1975, l'inégalité des revenus chez les personnes en âge de travailler a augmenté plus rapidement au Royaume-Uni que dans n'importe quel autre pays au sein de l'OCDE. Le déséquilibre géographique croissant concentre l'emploi, la croissance démographique et l'investissement à Londres et dans le Sud-est de l'Angleterre, mais les gouvernements successifs de Westminster n'ont pris aucune action pour redresser ce phénomène.

Le modèle économique britannique est aussi vulnérable face à l'instabilité. La récession et la reprise y ont été plus longues et préjudiciables que prévu à l'origine et les niveaux d'endettement restent parmi les plus élevés du monde développé.

L'écart entre riches et pauvres, la concentration croissante de l'activité économique dans une seule partie du Royaume-Uni et les déséquilibres dans la structure et la composition du modèle économique britannique suggèrent tous qu'en continuant comme une économie régionale, la création d'emplois en Écosse se verra entravée

et la résilience et la sécurité économiques à long terme seront réduites. Le gouvernement écossais pense que l'Écosse doit devenir indépendante pour résoudre ces problèmes.

Seule l'indépendance donne l'occasion de bâtir une économie pour profiter au mieux de nos forces et notre taille uniques, et de créer une Écosse plus prospère, plus résistante et plus équitable, pleinement impliquée en Europe et dans le reste du monde.

Le gouvernement écossais envisage d'utiliser les pouvoirs de l'indépendance pour atteindre de plus hauts niveaux de croissance et d'occasions d'emploi. Il y parviendra en portant toute son attention sur l'extérieur pour se mettre en concurrence dans l'économie globale et mettre en avant des domaines qui l'avantagent par comparaison. Il développera ainsi une économie qui se distinguera en mettant l'accent sur l'innovation, les technologies et la fabrication qui favorisent de hauts niveaux de confiance et réduisent l'inégalité des salaires, encouragent un sentiment partagé d'objectif national, améliorent les compétences et les possibilités des effectifs, en particulier des femmes et des jeunes.

Nos priorités comprendraient :

l'augmentation de la participation féminine et parentale sur le marché du travail grâce à une expansion transformationnelle de la provision de services de garde d'enfants.

donner aux entreprises écossaises un avantage concurrentiel en fournissant un calendrier précis pour la réduction du taux d'imposition des sociétés de jusqu'à trois points de pourcentage et en améliorant la connectivité internationale par la réduction de 50 % de la taxe de transport pour passager aérien.

l'introduction d'un ensemble de mesures pour l'emploi, conçues pour améliorer la performance des entreprises et développer un plus grand sentiment de cohésion et de possibilités sur le marché du travail, y compris la représentation des employés et une plus grande participation féminine aux conseils d'administration.

l'examen des moyens pour apporter de l'aide aux petites entreprises, par exemple en termes de coûts de cotisations sociales.

Nous envisageons de mettre en place une Commission sur le travail équitable qui garantira que le salaire minimum augmentera au moins en phase avec l'inflation et portera conseil sur l'équité au travail et la compétitivité des entreprises. La Commission travaillera avec une Convention sur l'emploi et les relations au travail pour transformer les relations entre gouvernement, employeurs et employés.

Monnaie

La livre sterling est tout autant la monnaie de l'Écosse que celle du reste du Royaume-Uni.

Le groupe de travail spécialisé de la Commission fiscale a conclu que garder la livre sterling au sein d'une zone Sterling officielle avec le Royaume-Uni serait la meilleure option pour une Écosse indépendante et le reste du Royaume-Uni.

Le gouvernement écossais approuve ce point de vue. La livre sterling apportera continuité et certitude aux entreprises comme aux particuliers et la contribution de l'Écosse indépendante sera importante pour la zone Sterling. Nous garderons donc la livre sterling dans une Écosse indépendante.

Imposition

Avec l'indépendance, le Parlement écossais prendra les décisions sur tous les aspects de l'imposition. L'indépendance permettra la conception d'un système d'imposition écossais basé sur des circonstances, des préférences et des principes spécifiquement écossais.

Les taux d'imposition et d'allocations seront établis par des gouvernements futurs dans une Écosse indépendante. Comme les finances publiques de l'Écosse sont plus saines que celles du Royaume-Uni dans son ensemble, une Écosse indépendante n'aura pas besoin d'augmenter le taux d'imposition général pour financer les niveaux existants de dépenses.

Outre la réforme fiscale des entreprises indiquée ci-dessus, pendant le premier mandat d'un Parlement écossais indépendant, le gouvernement écossais actuel apporterait les changements suivants à l'imposition des personnes :

nous nous assurerons que les abattements fiscaux et les crédits d'impôt personnels augmenteront en phase avec l'inflation

nous mettrons fin à l'abattement fiscal proposé pour certains couples mariés, qui n'aide pas toutes les familles et parents

Nous abolirons le programme « Shares for Rights » (actions contre droits) qui offre des incitations fiscales à ceux cédant certains droits en matière d'emploi, créant des occasions d'évasion fiscale et des risques pour les employés

nous simplifierons le système fiscal pour réduire les coûts de mise en conformité, nous rationaliserons les allègements et aiderons à réduire l'évasion fiscale, avec un gain de revenu cible de 250 millions de livres sterling par an d'ici la fin du premier mandat.

Transports

Au vu de sa position géographique, il est vital pour le succès économique et le bien-être social de l'Écosse qu'elle dispose de liaisons solides de transport internationales et transfrontalières. Au sein du Royaume-Uni, Westminster se concentre sur les besoins de transport de Londres et du Sud-est, comme le démontrent les projets pour une ligne ferroviaire à grande vitesse. L'indépendance nous donnera plus de choix pour notre système de transports ; nous serons en mesure de décider de notre investissement futur basé sur nos propres finances plutôt que dans le cadre de limites établies par Westminster.

Nous pourrions prendre plusieurs options en considération, comme différents modèles de propriété du réseau ferroviaire, puis nous occuper des liaisons internationales de l'Écosse avec la place de marché mondiale, en développant notre accès par air et par mer vers les marchés les plus importants. Nous pourrions aussi envisager des mesures fiscales pour aider les transports en Écosse, comme la réduction de la taxe de transport pour passager aérien et l'examen des avantages d'un mécanisme de régulation de la taxe sur le carburant pour stabiliser les prix pour les entreprises et les particuliers.

L'enfance

Les parents du Royaume-Uni font face aux frais de garderie les plus élevés d'Europe. En Écosse, les parents dépensent environ 27 % du revenu du foyer pour faire garder leurs enfants par rapport à la moyenne de l'OCDE de 12 %.

L'indépendance nous donnera l'occasion de faire un changement transformationnel sur la façon de fournir les services de garde d'enfants en Écosse, ce qui permettra aux parents, en particulier les femmes, de choisir de travailler sans se soucier des frais de garde de leurs enfants. Avec l'indépendance, les avantages de leur travail – en croissance économique et revenus fiscaux – resteront en Écosse, contribuant à terme aux coûts de cette mesure.

Ce gouvernement envisage un système universel d'enseignement préscolaire et de garderie de haute qualité pour les enfants à partir d'un an et jusqu'à leur scolarité. D'ici la fin du premier Parlement écossais indépendant, tous les enfants de trois et quatre ans et les enfants vulnérables de deux ans auront droit à 1 140 heures de garderie par an, soit le même nombre d'heures que les enfants passent à l'école primaire pendant un an (l'équivalent de 30 heures par semaine sur 38 semaines).

Ce développement de la provision de l'enseignement préscolaire et de services de garde d'enfants sera accompli d'une façon qui les rend abordables et durables.

Il comprendra un investissement dans la formation et nécessitera une augmentation substantielle des effectifs. Nous estimons que cette mesure créera 35 000 nouveaux

emplois environ. L'investissement supplémentaire couvrira aussi la réglementation, l'inspection et le contrôle de la qualité à travers le ministère de l'éducation écossais, Care Inspectorate (inspectorat) et le Scottish Social Services Council (Conseil écossais des services sociaux).

Écoles et Universités

Dans les écoles secondaires d'Écosse, les niveaux de réussite ont augmenté d'année en année. Des programmes importants ont aussi été mis en place pour investir dans de nouvelles écoles et augmenter le nombre des enseignants. Les écoles d'Écosse implémentent maintenant le programme Curriculum for Excellence (cursus pour l'excellence) qui vise à équiper les jeunes de compétences dont ils ont besoin au XXI^e siècle.

Cependant, l'Écosse se confronte toujours au problème de longue date de l'égalité des niveaux de réussite dans ses écoles. Les élèves des zones des 20 % les plus défavorisées quittent l'école avec des qualifications d'un niveau considérablement inférieur à ceux des zones des 20 % les moins défavorisées. Cet écart dépasse celui de la plupart des nations développées auxquelles nous nous mesurons. L'indépendance nous donnera l'occasion de combler cet écart et de nous atteler aux questions plus vastes de privation et de pauvreté qui se cachent derrière lui.

L'indépendance permettra aussi à l'Écosse de protéger le principe de la gratuité de l'enseignement et le gouvernement écossais actuel garantit qu'à l'indépendance, les étudiants écossais accéderont gratuitement à l'éducation universitaire.

Nous prévoyons de continuer à participer à l'espace commun de recherche actuel veillant ainsi à ce que la recherche de l'Écosse continue à être disponible partout au Royaume-Uni pour bénéficier tant à l'Écosse qu'au reste du Royaume-Uni. L'Écosse paiera sa part au sein de l'espace commun de recherche et contribuera aux dispositions de financement de la recherche par le biais des Comités de recherche existants.

Retraites d'État

La proportion des revenus fiscaux réservés à la protection sociale (y compris les retraites d'État) est plus basse en Écosse qu'au Royaume-Uni, aussi ces allocations sont à l'heure actuelle plus abordables ici.

Nous nous assurerons que les retraités actuels recevront leur retraite comme maintenant, à temps et dans leur intégralité. Tous les droits acquis seront honorés et protégés et les réformes envisagées seront introduites, y compris la retraite à un seul pilier.

Nous acceptons que l'âge de la retraite d'État doit passer à 66 ans conformément au calendrier existant, mais le plan du gouvernement de Westminster d'un passage rapide à 67 ans nous inquiète. Le calendrier est beaucoup plus serré que celui annoncé par le précédent gouvernement de Westminster et il échoue à prendre en considération qu'en raison de leur espérance de vie plus basse, les Écossais perçoivent à l'heure actuelle leur retraite d'État pendant moins d'années en moyenne que les autres retraités du Royaume-Uni.

Le gouvernement écossais envisage de :

mettre en place une Commission indépendante sur l'âge de la retraite qui planchera sur la question de l'âge officiel de retraite approprié pour l'Écosse à long terme.

majorer la retraite d'État par le triple verrou à compter de 2016.

Les retraites augmentent ainsi en phase avec le salaire moyen, le taux d'inflation de l'IPC ou 2,5 %, selon le montant le plus élevé, ce qui constitue une protection pour la valeur des retraites dans le temps.

assurer qu'à compter du 6 avril 2016, les nouveaux retraités recevront une retraite écossaise à pilier unique, fixée au taux de 160 livres sterling par semaine, soit 1,10 livre sterling par semaine de plus que le taux envisagé actuellement pour le Royaume-Uni.

maintenir le Crédit d'épargne (le montant total du crédit d'épargne est à l'heure actuelle de 18 livres sterling par semaine pour une personne seule) dont bénéficient environ 9 000 retraités à faible revenu.

Retraites de la fonction publique et privée

Le gouvernement écossais soutient le déploiement continu de l'adhésion automatique introduite l'année dernière pour aider à remédier au déclin historique dans l'épargne-retraite privée. Avec l'indépendance, nous établirions un Fonds d'épargne écossais pour l'emploi pour fournir un régime de retraite d'entreprises centré sur les personnes à revenu bas ou moyen, qui acceptera tout employeur désireux de l'utiliser.

Dans une Écosse indépendante, tous les droits et prérogatives de retraite de la fonction publique seront entièrement protégés et accessibles. L'organisation et l'infrastructure nécessaires pour verser des retraites d'État et du secteur public sont déjà en place en Écosse, par l'intermédiaire des centres de retraites à Motherwell et Dundee, les équipes de l'Agence écossaise des retraites publiques et les collectivités locales qui gèrent les retraites du secteur public.

Protection sociale

Dans une Écosse indépendante, nous prévoyons un système de protection sociale basé sur des valeurs et des principes évidents : soutien pour les travailleurs ; un « filet de sécurité » pour les personnes qui ne peuvent pas travailler et un climat de solidarité sociale.

L'approche du gouvernement actuel de Westminster en matière de protection sociale a été systématiquement rejetée par une majorité de députés et de membres du MSP écossais. Si nous laissons la protection sociale aux mains de Westminster, il est probable que notre État-providence sera changé du tout au tout.

Les allocations de « crédit universel » et d'« indépendance individuelle » ont souffert de controverses et de retards et sont la cause d'une anxiété considérable chez certaines des personnes les plus vulnérables. L'injustice de la « bedroom tax » est bien connue.

Nous pensons qu'il est possible de concevoir un système de protection sociale efficace et équitable qui soit adapté aux besoins de ceux qui en dépendent, et qui les traite avec dignité et respect tout en soutenant dans leurs recherches d'emploi ceux qui peuvent travailler.

Suite à l'indépendance, les priorités immédiates seront d'annuler les réformes les plus préjudiciables et contreproductives de la protection sociale britannique. À l'indépendance, le gouvernement actuel :

abolira la « bedroom tax » dès la première année du premier mandat du Parlement écossais indépendant

stoppera le déploiement du versement en Écosse de l'allocation de Crédit universel et d'indépendance individuelle

veillera à ce que les prestations et crédits d'impôt augmentent au moins en phase avec l'inflation pour éviter que les familles les plus pauvres ne souffrent encore plus.

Si la majorité des votes est pour l'indépendance lors du référendum, le gouvernement écossais demandera au gouvernement de Westminster l'arrêt immédiat du déploiement en Écosse du versement de l'allocation de Crédit universel et d'indépendance individuelle.

Le gouvernement écossais élu en 2016 disposera ainsi d'un maximum de souplesse pour réformer le système de protection sociale en phase avec les priorités de l'Écosse.

Santé

Dans une Écosse indépendante, nous continuerons à fournir des services de santé et sociaux de haute qualité et de pointe qui traduisent les principes fondamentaux du NHS et de nos services d'assistance sociale. En matière de santé, l'Écosse fait face à des enjeux de longue date, fortement associés au désavantage économique et social. Avec l'indépendance, l'Écosse pourra œuvrer vers une société plus équitable qui redressera ces inégalités de santé. L'indépendance n'affectera pas la gestion au jour le jour du NHS en Écosse, ni la façon d'accéder à ses services. De même, elle ne signifiera pas l'arrêt des dispositions transfrontalières avec les services de santé du reste du Royaume-Uni qui perdurent alors même que le NHS opère déjà indépendamment en Écosse.

Relations internationales

Une Écosse indépendante s'engagera fermement en matière de coopération et de partenariats internationaux, non seulement dans ces îles, mais aussi dans l'UE et d'autres organisations internationales, pour s'assurer des intérêts partagés et protéger le peuple et les ressources de l'Écosse.

L'Écosse aura des relations étroites et constructives avec le reste du Royaume-Uni, tant sur les questions d'ordre domestique que sur d'autres nombreuses de politique étrangère. Le gouvernement écossais actuel a l'intention de soutenir le reste du Royaume-Uni en maintenant son siège au Conseil de sécurité des Nations unies.

Nous envisageons d'établir un réseau d'ambassades et de consulats étrangers pour représenter les intérêts de l'Écosse à l'échelle internationale. Nous estimons que les coûts d'opération seront de 90 à 120 millions de livres sterling pour notre réseau initial proposé de 70 à 90 missions à l'étranger. Cette part devrait être inférieure à celle des dépenses totales du Royaume-Uni à laquelle le peuple écossais contribue pour les représentations à l'étranger en 2016/17, ce qui engendrera des économies possibles. L'Écosse aurait aussi le droit à une juste part des actifs britanniques.

Union Européenne

Le gouvernement écossais soutenu par la majorité écrasante des membres du Parlement écossais, pense que l'adhésion à l'UE est du plus grand intérêt pour l'Écosse. Notre politique est donc qu'une Écosse indépendante continuera à être membre de l'UE.

Suite à un vote pour l'indépendance, le gouvernement écossais entamera des discussions avec le gouvernement de Westminster et avec les États membres et les institutions de l'UE pour convenir du procédé par lequel l'Écosse procédera à une

transition harmonieuse vers son adhésion à part entière à l'UE le jour même où elle deviendra un pays indépendant.

Nous envisagerons les négociations d'adhésion à l'UE sur la base du principe de *continuité d'action*. C'est-à-dire que la transition de l'Écosse à une adhésion indépendante sera basée sur les obligations et dispositions du traité de l'UE qui s'appliquent à l'Écosse à l'heure actuelle dans notre situation présente en tant que partie du Royaume-Uni. Cela évitera une interruption dans la position actuelle entièrement intégrée de l'Écosse au sein du cadre légal, économique, institutionnel, politique et social de l'UE. Bien que le gouvernement écossais reconnaisse les objectifs politiques et économiques de la zone euro, une Écosse indépendante n'en demandera pas l'adhésion. La participation de l'Écosse à la zone sterling ne sera pas en conflit avec des obligations plus larges selon les traités de l'UE.

Nous ne demanderons pas non plus l'adhésion à la zone Schengen. Au lieu, une Écosse indépendante restera au sein de la zone de voyage commune (CTA) avec le reste du Royaume-Uni, l'Irlande, l'île de Man et les îles anglo-normandes. La CTA, qui remonte au début des années 1920, fait partie de l'« union sociale » plus large qui traduit l'expression de liens économiques, sociaux et culturels étroits à travers les nations de ces îles.

Développement international

L'engagement au développement international appartient au comportement d'un bon citoyen mondial. En phase avec cette cible reconnue par les Nations unies dès 1970, nous avons l'intention de dépenser 0,7 % du revenu national brut dans le cadre de l'aide publique au développement et de l'inscrire comme un engagement contraignant et obligatoire.

Défense

Par le retrait des armes nucléaires et le maintien de forces armées appropriées à nos circonstances, nous pouvons économiser une proportion importante de la contribution actuelle de l'Écosse à la défense au Royaume-Uni, tout en ayant les niveaux de dépense pour la défense qui nous permettent de disposer des capacités dont nous avons besoin et de faire un investissement d'équipement important, en soutenant les industries écossaises clés, y compris l'industrie des chantiers navals.

Suite à un vote pour l'indépendance, nous passerions au plus tôt en priorité un accord sur le retrait sûr des armes nucléaires. L'intention serait de procéder au retrait du Trident au cours du premier mandat du Parlement écossais suite à l'indépendance.

Suite à un vote pour l'indépendance en 2014, le gouvernement écossais informera l'OTAN de son intention d'adhérer à l'alliance et il négociera une transition du statut de membre de l'OTAN au sein du Royaume-Uni à celui de membre indépendant de l'alliance. L'Écosse prendra sa place comme l'un des nombreux membres non nucléaires de l'OTAN.

Le gouvernement écossais actuel a identifié cinq priorités de défense pour une Écosse indépendante :

maintenir l'engagement d'une Écosse indépendante de 2,5 milliards de livres sterling pour son budget de défense et de sécurité.

garantir le plus rapidement possible le retrait en toute sécurité des armes nucléaires de l'Écosse.

mettre l'accent sur les capacités maritimes, comme une patrouille aérienne et maritime, et des forces spéciales capables d'opérer autour de nos côtes, protégeant les biens maritimes de l'Écosse et contribuant à une sécurité collective dans l'Atlantique Nord.

développer progressivement un effectif total de 15 000 militaires de la force régulière et 5 000 de la force de réserve suite à l'indépendance.

reconfigurer le patrimoine de défense hérité au moment de l'indépendance pour répondre aux besoins de l'Écosse, y compris le passage de Faslane à une base navale conventionnelle et des états-majors interarmées des forces de défense écossaises.

Nous sommes prêts à négocier des dispositions pour l'utilisation continue des infrastructures de défense de l'Écosse par les forces britanniques et vice-versa, au moins dans une période transitoire. De telles dispositions pourraient être prolongées à plus long terme, si les deux pays les considèrent comme les moyens les plus efficaces d'assurer des capacités de défense.

Justice

Ce sont nos communautés défavorisées qui souffrent le plus de l'impact de la criminalité et sont les plus vulnérables à l'influence du crime organisé. Une Écosse indépendante aura le contrôle de la politique de protection sociale, de l'emploi et des dépenses publiques. Par conséquent, plutôt que de traiter uniquement les conséquences de la criminalité et du désavantage par le biais du système de justice pénal, une Écosse indépendante sera en mesure d'utiliser toute une gamme de pouvoirs dont disposera le gouvernement pour rendre nos communautés plus sûres, plus fortes et plus sécurisées.

Certaines questions spécifiques deviendront la responsabilité du Parlement écossais à l'indépendance, comme les armes à feu, la drogue, y compris le produit du trafic de drogue, et les jeux de hasard. Cette responsabilité permettra à l'Écosse d'adopter une approche intégrée aux questions qui affectent nos communautés.

Sécurité

Une Écosse indépendante aura des mesures de sécurité nationale qui reflètent les besoins, les valeurs de l'Écosse et les risques et menaces auxquels nous faisons face, basées sur un examen complet des impératifs de sécurité et un cycle régulier d'évaluation des menaces.

Une nouvelle agence de sécurité et de renseignement assumera une série de responsabilités centrées sur l'acquisition de renseignements, l'analyse et l'élaboration de rapports, l'évaluation des risques et des menaces, la cybersécurité et la protection des infrastructures critiques. Bien qu'indépendante, elle travaillerait en étroite collaboration avec la police écossaise.

Étant donné l'intérêt commun de notre sécurité mutuelle pour l'Écosse et le reste du Royaume-Uni, le gouvernement écossais travaillera étroitement avec les agences britanniques de sécurité et de renseignement actuelles pour assurer autant une transition sûre en douceur que le maintien de la sécurité des deux pays.

Immigration

Les besoins démographiques et de migration différents de l'Écosse signifient que le système actuel d'immigration britannique n'a pas servi nos intérêts. Ce gouvernement envisage, suite à l'indépendance, un système d'immigration fondé sur un système de points, ciblé sur des besoins écossais particuliers. Ce système nous permettra de répondre aux besoins de la société écossaise avec plus de souplesse. Il pourrait par exemple inciter les migrants à aller vivre et travailler dans des régions plus isolées, en aidant à la viabilité des communautés ou en ajoutant de nouvelles catégories de compétences.

Nous réintroduirons aussi les visas pour les étudiants, abolis par Westminster pour encourager les plus talentueux des quatre coins du monde à poursuivre leurs études en Écosse, fournissant des revenus pour les établissements d'enseignement en Écosse et contribuant à la diversité.

Citoyenneté et passeports

En avançant le résultat d'un vote pour l'indépendance, nous nous assurerons que les citoyens britanniques « résidents habituels » d'Écosse au moment de l'indépendance seront automatiquement considérés comme des citoyens écossais. Cette mesure s'appliquera aux citoyens britanniques ayant la double nationalité avec un autre pays. Les citoyens britanniques d'origine écossaise qui ne vivent pas en Écosse à l'heure actuelle seront aussi automatiquement considérés comme citoyens écossais. D'autres personnes pourront s'inscrire ou faire une demande de citoyenneté écossaise à l'indépendance sur la base de critères précis. Tous les citoyens écossais auront le droit d'acquérir un passeport écossais, bien qu'il n'y ait pas d'obligation à en posséder un.

Nous envisageons que les citoyens seront en mesure de faire une demande de passeport écossais à compter de la date d'indépendance.

L'Écosse rurale

Les fermiers écossais, les agriculteurs et les communautés rurales et isolées devraient pouvoir être compétitifs sur un pied d'égalité avec leurs homologues à travers l'Europe.

Les intérêts de l'Écosse rurale dans les négociations de l'UE ont été sans cesse abandonnés en faveur d'autres priorités britanniques où l'Écosse n'a pas de voix directe.

Les gouvernements successifs de Westminster se sont prononcés pour une réduction importante des paiements de soutien à l'agriculture en dépit de la part de financement déjà basse de l'Écosse et le besoin de subventions étant donnés nos défis géographiques et climatiques. Ces paiements sont essentiels pour assurer que nos fermiers et nos agriculteurs continuent à produire des aliments, à apporter des avantages de nature environnementale et à soutenir nos communautés rurales.

Une Écosse indépendante dialoguera avec l'UE en tant qu'État membre indépendant pour assurer un retour plus équitable, stimulant le soutien aux fermiers d'Écosse, augmentant l'aide aux jeunes fermiers au démarrage d'entreprise, soutenant plus d'investissements d'infrastructures de haut débit et d'énergies renouvelables et multipliant celui pour le tourisme rural.

Au titre d'État membre, l'Écosse négociera comme une des principales et des plus respectées nations de pêche d'Europe. Ce statut donnera à l'Écosse l'occasion de tenir un rôle de leader dans la réforme de la politique commune de la pêche pour faciliter la gestion de la pêche au niveau régional et de l'État Membre et pour que l'Écosse conserve son quota sur son territoire.

Alimentation et boissons

Le secteur alimentaire et des boissons d'Écosse contribue pour 18 % de nos exportations à l'étranger, mais pour moins de 1,5 % des exportations à l'étranger du Royaume-Uni dans son ensemble. L'industrie alimentaire et des boissons d'Écosse fait un excellent travail pour promouvoir la marque écossaise, mais l'Écosse est entravée par l'accord constitutionnel actuel et ne peut exercer directement sur un pied d'égalité avec d'autres pays. L'indépendance stimulera le profil international de l'Écosse, apportant de nouvelles possibilités pour les exportations alimentaires et de boissons et attirant aussi de nouveaux visiteurs dans notre pays pour jouir de nos produits.

Énergie

L'Écosse est une nation riche en énergie. Nous avons les plus grandes réserves de pétrole de l'UE ainsi qu'un énorme potentiel d'énergie renouvelable. Mais sous des gouvernements successifs de Westminster, la richesse provenant de l'énergie n'a pas été investie, mais elle est allée en fait directement au Trésor britannique.

L'indépendance donne à l'Écosse l'occasion d'exploiter cette richesse en énergie pour le peuple écossais. Avec l'indépendance, nous pouvons nous assurer que les recettes fiscales du pétrole et du gaz soutiennent les services publics écossais et que l'Écosse établisse un Fonds d'énergie pour veiller à ce que les générations futures bénéficient aussi de nos réserves de pétrole et de gaz. Les principes de stabilité et de certitude qui guideront l'approche de ce gouvernement garantiront un nouvel investissement en énergie : nous n'avons pas l'intention d'augmenter le fardeau fiscal général sur l'industrie pétrolière et aucune réforme du régime fiscal ne sera faite sans concertation.

Un marché de l'énergie qui fonctionne bien, qui procure le meilleur résultat pour les consommateurs, est la condition indispensable d'une économie et d'une société florissantes. Grâce à nos plans pour l'indépendance, les importantes ressources énergétiques de l'Écosse et le mélange équilibré de sa production apporteront une meilleure sécurité de provision, une plus grande stabilité des prix de l'énergie à long terme, la décarbonisation de la production d'électricité, la protection et la création d'emplois et une plus grande appropriation de la part de la communauté. Pour le gaz et l'électricité, nous proposons la continuation d'un seul marché à l'échelle de la Grande-Bretagne, permettant au reste du Royaume-Uni d'assurer son approvisionnement et de satisfaire ses obligations d'énergie renouvelable, à condition que ce système satisfasse aussi les besoins écossais de sécurité d'approvisionnement.

Le gouvernement d'une Écosse indépendante sera en mesure d'utiliser tous les pouvoirs à sa disposition pour aider les populations à gérer leurs factures d'énergie. Le gouvernement écossais actuel a l'intention de se servir de ressources centrales pour supporter les coûts de programmes comme l'Energy Company Obligation (programme d'efficacité énergétique) et le Warm Home Discount (remise forfaitaire et unique sur sa facture d'électricité). Ceci permettra au secteur de l'énergie de réduire d'environ 5 % leurs factures aux consommateurs.

L'ÉCOSSE EN CHIFFRES

5,3 MILLIONS D'HABITANTS : 16 % DE LA POPULATION ÂGÉE DE MOINS DE 15 ANS (850 000)

83 % DE LA POPULATION ÉCOSSAISE ONT LE SENTIMENT D'AVOIR UNE IDENTITÉ NATIONALE ÉCOSSAISE

20 % DE LA POPULATION PARTAGENT LEURS LIENS ÉCOSSAIS AVEC UNE AUTRE IDENTITÉ

L'ÉCOSSE A CINQ DES 200 UNIVERSITÉS MONDIALES DE HAUT RANG NOTAMMENT ST ANDREWS, TROISIÈME PLUS ANCIENNE UNIVERSITÉ DU MONDE ANGLOPHONE

SI L'ÉCOSSE DEVENAIT INDÉPENDANTE MAINTENANT

54E MEMBRE DU COMMONWEALTH

194E PAYS INDÉPENDANT À ADHÉRER AUX NATIONS UNIES

29E MEMBRE DE L'UE

Culture

Dans une Écosse indépendante nous capitaliserons sur nos ambitions culturelles pour l'Écosse.

Tout comme par le passé, notre approche continuera à être distincte de celle de Westminster dans la mesure où nous reconnaissons la valeur intrinsèque que constituent la culture et le patrimoine. Nous ne les apprécions pas seulement pour l'avantage économique qu'ils nous procurent, aussi important soit-il. Nous considérons que la culture et le patrimoine sont fondamentaux pour notre bien-être et notre qualité de vie. Notre ambition est de bâtir une nation indépendante où notre vie culturelle et historique puisse continuer à s'épanouir. Avec l'indépendance, nous aurons de nouveaux pouvoirs sur l'économie pour encourager nos secteurs culturels et créatifs. Et en soi, les activités qui nous permettront de devenir indépendants stimuleront une créativité et une énergie nouvelles en Écosse.

Une Écosse indépendante aura encore plus d'occasions de bâtir notre réputation internationale de culture, patrimoine et créativité. Le développement à l'étranger d'un réseau diplomatique et d'échanges commerciaux écossais fournira à l'Écosse la possibilité de promouvoir et de partager notre culture et nos traditions avec des nations partout dans le monde.

Diffusion

L'indépendance créera de nouvelles opportunités de diffusion et de production en Écosse.

Un nouveau service public de diffusion, financé par l'État, devrait aider à renforcer notre démocratie, encourager la production et la participation. Il devrait constituer une source d'information de confiance, fiable et impartiale et refléter aux yeux du peuple écossais la diversité de la nation et de notre monde ; il devrait rechercher des occasions de collaborer au-delà de nos frontières pour initier l'innovation en matière de divertissement, de didactique et de journalisme.

Suite à l'indépendance, le gouvernement écossais envisage d'honorer toutes les licences existantes de télévision et de radiodiffusion jusqu'à leur expiration, en maintenant l'accès à l'ensemble de la programmation et des émissions appréciées à l'heure actuelle.

Aux côtés des chaînes commerciales desservant l'Écosse, nous envisageons de créer un nouveau service public de radiodiffusion écossais : le Scottish Broadcasting Service (SBS), qui sera initialement fondé à partir du personnel et des actifs de la BBC Écosse.

Avec le temps, le SBS développera des services pour refléter les vastes intérêts et perspectives du peuple écossais. La diffusion à la télévision, à la radio et en ligne, ainsi que le SBS seront financés par une redevance, qui à l'indépendance sera la même que celle qui s'applique au Royaume-Uni.

Toutes les exemptions et tarifs réduits actuels seront maintenus sur le paiement de la redevance.

Nous proposons que le SBS forme de nouvelles relations officielles avec la BBC via une joint venture, où le SBS continuerait à fournir au réseau de la BBC le même niveau de programmation, en retour pour un accès permanent aux services de la BBC en Écosse.

Ceci assurera que le peuple écossais aura toujours accès à tous les programmes actuels, y compris EastEnders, Dr Who, et Strictly Come Dancing ainsi qu'aux chaînes comme CBeebies.

4^e Partie – Transition

Entre le référendum en 2014 et l'indépendance en 2016

La période entre le référendum et l'indépendance verra des négociations avec le reste du Royaume-Uni, représenté par le gouvernement de Westminster, et avec l'UE et d'autres organisations et partenaires internationaux. Suite à ces préparations et négociations, l'Écosse assumera son statut de pays indépendant le 24 mars 2016. Suite à un vote pour l'indépendance en 2014, des accords seront conclus entre les gouvernements écossais et de Westminster, dans l'esprit de l'Accord d'Édimbourg, établissant les paramètres pour la transition de l'Écosse vers l'indépendance. Ils viseront à :

établir le calendrier précis jusqu'au jour de l'indépendance en 2016.

déterminer les principes, les activités et le calendrier pour la négociation et la conclusion des accords qui formeront le règlement final de l'indépendance.

fournir au gouvernement et au Parlement écossais les pouvoirs juridiques dont ils ont besoin pour se préparer à l'indépendance.

Après un vote pour l'indépendance, nous solliciterons promptement un transfert des pouvoirs nécessaires au Parlement écossais afin qu'il puisse établir la base constitutionnelle d'une Écosse indépendante : les lois et les dispositions administratives pour asseoir l'Écosse en tant qu'État indépendant.

Outre les discussions avec le Royaume-Uni, des négociations se tiendront avec l'UE avant l'indépendance pour régler les modalités du maintien de l'adhésion d'une Écosse indépendante.

L'accord final avec le reste du Royaume-Uni couvrira un ensemble de questions, notamment l'approche quant aux actifs et passifs et la prestation de services. La priorité sera avant tout la prestation homogène des services publics aux citoyens des deux pays. La répartition de la dette nationale britannique sera négociée et convenue. Elle pourrait être répartie en se référant à l'historique de la contribution de l'Écosse aux finances publiques britanniques ou sur la base de sa part de population.

Nous choisirons peut-être de déduire la part écossaise de la valeur des actifs de la dette héritée.

D'après tout calcul réaliste, la dette héritée de l'Écosse devrait constituer une proportion inférieure du PIB que dans le cas du Royaume-Uni dans son ensemble.

Gouvernement et fonction publique

L'indépendance verra le gouvernement écossais instaurer de nouvelles fonctions alors qu'il assume ses responsabilités de servir un pays indépendant. L'Écosse a déjà une fonction publique qui est politiquement impartiale, nommée sur son mérite et qui soutient le gouvernement élu du jour.

Si le gouvernement écossais actuel est réélu, il prévoit d'étaler les emplois gouvernementaux et la prise de décision, procurant les avantages économiques directs d'un gouvernement indépendant à de plus nombreuses régions d'Écosse.

À ce jour, le gouvernement de Westminster emploie près de 30 000 fonctionnaires en Écosse. À l'indépendance nombre d'entre eux deviendront employés du gouvernement écossais et de ses agences. Nous collaborerons avec le gouvernement de Westminster pour préserver la continuité de l'emploi de tout le personnel, soit par sa mutation au sein du gouvernement écossais, soit par le maintien de son poste au sein du gouvernement de Westminster là où ses compétences sont encore requises.

Une constitution moderne

L'indépendance offre l'occasion de moderniser la démocratie écossaise sur la base d'une constitution écrite, établissant la façon dont le pays est gouverné et les droits de ses citoyens. Le gouvernement écossais croit qu'une convention constitutionnelle assurera un procédé de participation et d'inclusion par lequel le peuple d'Écosse, ainsi que ses politiciens, les organisations de la société civile, les intérêts des entreprises, les syndicats, les collectivités locales et autres peuvent jouer un rôle direct dans l'élaboration de la constitution.

Le gouvernement écossais ne sera qu'une des nombreuses voix à contribuer au débat et à faciliter l'élaboration la constitution écrite de l'Écosse. Cependant, le gouvernement estime que certaines dispositions devraient être prises en considération par la convention constitutionnelle, notamment l'égalité des chances et le droit de vivre sans discrimination ou préjudice, une interdiction constitutionnelle d'établissement d'armes nucléaires sur le sol écossais et certains droits sociaux et économiques comme le droit à l'éducation, le droit aux soins de santé et la protection des enfants.

La monarchie et la Couronne

À l'indépendance l'Écosse sera une monarchie constitutionnelle, perpétuant l'Union des Couronnes qui remonte à 1603, précédant l'Union des Parlements de plus de cent ans.

À l'indépendance en 2016, sa Majesté la Reine sera chef d'État.

Plus tôt en 2013, les règles de succession à la Couronne (car elles affectent l'Écosse et ailleurs) ont été modifiées pour retirer la discrimination des sexes caduque. Avec la Reine à la tête de son État, ce gouvernement a l'intention de soutenir et de promouvoir parmi les autres États du Commonwealth une disposition similaire pour retirer la discrimination religieuse des règles de succession.

Questions et réponses importantes

Nous savons que vous désirez en savoir autant que possible sur une Écosse indépendante et ce que cela signifiera pour vous, votre famille et l'Écosse dans son ensemble. Dans *Scotland's Future*, nous répondons dans le détail à 650 questions sur l'indépendance.

Vous pourrez trouver ici les réponses à quelques-unes de questions les plus fréquentes.

Pourquoi l'Écosse devrait-elle être indépendante ?

L'indépendance signifie que l'avenir de l'Écosse résidera entre les mains de l'Écosse. C'est-à-dire que nous pouvons profiter davantage de la richesse, des talents et des ressources de l'Écosse pour le bénéfice des gens qui vivent en Écosse, grâce une économie plus forte, plus d'emplois et des gens obtenant un retour plus équitable pour leur dur labeur et leurs efforts.

Elle permettra aux gouvernements écossais de faire des choses spécifiques comme d'améliorer les dispositions de garde d'enfants, de rendre le système fiscal plus équitable, de réduire les factures d'énergie et d'abolir la "bedroom tax".

L'indépendance vise à améliorer la qualité de vie de toutes les populations à travers l'Écosse.

Nous pourrions prendre des décisions sur notre économie, adaptées aux besoins particuliers de l'Écosse et basées sur nos propres priorités.

Des pays semblables à l'Écosse ont constaté de plus hauts niveaux de croissance économique au cours de la dernière génération. C'est parce qu'ils ont l'avantage d'être indépendants et sont en mesure de faire les bons choix pour leur nation et leur économie. Si la croissance de l'Écosse avait égalé celle d'autres nations indépendantes entre 1977 et 2007, le PIB par habitant serait maintenant supérieur de 3,8 %, l'équivalent de 900 livres sterling en plus par habitant.

L'Écosse peut-elle se permettre d'être indépendante ?

Oui. L'Écosse est une des nations les plus riches du monde. En 2011, au vu de notre rendement économique total par habitant nous nous classons huitième sur les 34 pays développés de l'OCDE. Nous dégageons plus de recettes fiscales et pendant les 32 dernières années, nos finances publiques ont été plus solides que celles du Royaume-Uni dans son ensemble.

En dépit de ces forces, de nombreuses familles d'Écosse ont du mal à joindre les deux bouts.

Nous sommes un pays riche et pourtant, le bénéfice complet de notre vaste richesse n'est pas ressenti par les personnes qui y vivent et y travaillent. Avec l'indépendance, nous voulons nous assurer que la richesse et les ressources écossaises serviront mieux le peuple écossais.

Qu'en sera-t-il de ma pension de retraite ?

Selon nos plans, votre retraite d'État et toute retraite personnelle ou d'entreprise seront versées de la même façon que maintenant. Les droits que vous avez accumulés seront protégés. Comparé au reste du Royaume-Uni, l'Écosse a plus les moyens de verser des pensions de retraite et des allocations sociales. La protection sociale (qui englobe les retraites et les allocations) prend une plus petite part de notre rendement national et de nos recettes fiscales qu'au Royaume-Uni dans son ensemble.

Selon les propositions du gouvernement écossais, vous recevrez au minimum les mêmes pensions de retraite d'État à l'indépendance que le reste du Royaume-Uni. Le gouvernement écossais actuel propose aussi quelques protections supplémentaires.

Étant donné que l'espérance de vie des Écossais et Écossaises est constamment restée en dessous du niveau britannique, le gouvernement écossais actuel s'engage à réviser le plan du gouvernement de Westminster d'accélérer le calendrier pour élever l'âge de la retraite à 67 ans entre 2026 et 2028.

Est-ce que l'indépendance changera les impôts que je paie ?

En soi, les activités conduisant à l'indépendance ne changeront pas les taux d'impôt que nous acquittons. Comme les finances publiques de l'Écosse sont plus saines que celles du Royaume-Uni dans son ensemble, il ne sera pas nécessaire d'augmenter le taux général d'imposition pour financer les niveaux existants de dépenses après l'indépendance.

Cependant, un des avantages de l'indépendance est qu'il est possible d'apporter des changements au régime d'imposition. Si en 2016, le gouvernement écossais actuel est élu premier gouvernement d'une Écosse indépendante, notre premier budget visera à :

augmenter les abattements fiscaux et les crédits d'impôt en phase avec l'inflation.

simplifier le système fiscal pour réduire les coûts de mise en conformité, rationaliser les allègements et aider à réduire l'évasion fiscale, avec un gain de revenu cible de 250 millions de livres sterling par an d'ici la fin du premier mandat.

mettre fin à l'abattement fiscal proposé pour certains couples mariés qui ne bénéficie à pas toutes les familles et parents.

abolir le programme « Shares for Rights » (actions contre droits) qui encourage l'évasion fiscale.

Qui formera le gouvernement d'une Écosse indépendante ?

Le premier gouvernement d'une Écosse indépendante sera élu lors des prochaines élections écossaises en mai 2016. Les élections de 2016 se dérouleront de la même façon que les précédentes, avec l'élection de la circonscription ainsi que des députés MSP régionaux. Les suffrages exprimés en 2016 détermineront le ou les partis qui constitueront le gouvernement. Cela pourra être le SNP (parti national écossais), le Scottish Labour (travailleurs écossais), un autre parti ou une coalition de partis, qui remportera le soutien de l'électorat. Ce sera au peuple écossais de décider.

Est-ce que l'Écosse sera membre de l'UE ?

Oui. La politique du gouvernement écossais actuel est que l'Écosse fasse partie de l'Union Européenne. Entre un vote favorable en 2014 et le jour de l'indépendance, l'Écosse conviendra des termes de la poursuite de notre adhésion à l'UE. Ceci se fera alors que nous faisons toujours partie du Royaume-Uni et de l'UE, pour assurer une transition en douceur à une adhésion indépendante.

Comment pouvez-vous garantir notre sécurité future ?

L'Écosse aura ses propres forces armées pour protéger l'Écosse et ses mers. Le gouvernement écossais actuel s'engage à adhérer à l'OTAN.

Le gouvernement écossais actuel assurera une forte présence militaire conventionnelle sur le sol les eaux de l'Écosse, mais nous nous assurerons du retrait des armes nucléaires sur la Clyde.

L'Écosse sera aussi plus sûre financièrement. Les leçons de la crise financière sont retenues et partout dans le monde, de nouvelles règles sont mises en œuvre pour réduire et si possible éliminer les risques qui ont conduit à la crise de 2008.

Une Écosse indépendante aura l'un des meilleurs filets de sécurité pour l'avenir grâce à nos réserves d'énergie offshore, qui nous apportent la garantie que nous pourrons nous protéger dans les moments difficiles.

Nous établirons un Fonds d'énergie, qui épargnera une proportion de notre richesse actuelle pour les générations futures.

Pourrons-nous garder la livre ou serons-nous obligés d'adopter l'euro ?

L'Écosse continuera à utiliser la livre, comme nous le faisons actuellement. La Commission fiscale du gouvernement écossais et ses conseillers spécialisés ont établi un cadre bien défini pour ceci, qui servira les intérêts du reste du Royaume-Uni autant que ceux de l'Écosse.

La loi de l'UE pose une série de conditions qu'un pays doit remplir avant d'adhérer à l'euro, notamment la participation au deuxième mécanisme de change (MCE II) qui est volontaire, ce qui signifie que l'Écosse ne peut pas être forcée à adhérer à l'euro.

Comment l'Écosse peut-elle être indépendante si nous gardons la livre ?

Des pays indépendants partout dans le monde partagent des monnaies. Des pays comme la France, l'Allemagne et les Pays-Bas n'ont pas leur propre monnaie mais ils sont manifestement indépendants et contrôlent leurs propres ressources. Cette approche est logique pour l'Écosse et le reste du Royaume-Uni, car cela facilitera les échanges commerciaux et signifiera aussi que nos hypothèques et nos retraites continueront à être en livres et en pence, tout comme maintenant.

Est-ce que devenir indépendant coûtera cher ?

Non. L'Écosse paie déjà sa part du coût des services à l'échelle du Royaume-Uni, comme le système d'allocations ou fiscal. Nous payons notre part des forces armées britanniques et des ambassades étrangères. Après l'indépendance, nous ne paierons plus pour ces services et organisations britanniques, mais utiliserons les fonds pour payer nos propres équivalents écossais. Nous proposons de faire des économies sur certaines choses comme la défense, car nous ne contribuerons plus aux armes nucléaires britanniques. Ainsi, l'argent que nous envoyons à l'heure actuelle à Westminster pour être dépensée dans d'autres régions du Royaume-Uni – ou pour des choses que nous ne voulons pas en Écosse – restera en Écosse pour investir dans un système de gouvernement moderne et efficace pour notre pays nouvellement indépendant, et pour payer pour les choses que nous voulons. Nous déciderons peut-être de continuer à partager certains services avec le Royaume-Uni, au moins pour une période transitoire.

Pourquoi croyez-vous qu'une Écosse indépendante sera un pays plus équitable ?

Le genre de pays que nous devenons dépendra du peuple écossais. L'Écosse possède toute la richesse dont elle a besoin pour être un pays plus équitable. Nous sommes l'une des nations les plus riches de la planète et pourrons choisir d'utiliser cette richesse d'une façon différente à celle de Westminster. Par exemple, nous pourrons choisir d'investir dans la garde des enfants au lieu de dépenser de l'argent en armes nucléaires. Nous pourrons choisir de ne pas imposer la « bedroom tax » et d'avoir un système fiscal plus efficace qui assure que chacun paie sa juste part. Avec l'indépendance, nous pourrons faire des choix différents en phase avec nos valeurs et les points de vue du peuple écossais.

Que m'apportera l'indépendance ?

Avec l'indépendance, le Parlement écossais aura tous les pouvoirs dont nous avons besoin en Écosse pour améliorer la vie des gens qui y vivent. Les politiques du gouvernement écossais actuel pour une Écosse indépendante comprennent :

apporter un changement transformationnel de la garde des enfants afin qu'avec le temps, chaque enfant dès l'âge d'un an jusqu'à sa scolarité ait la garantie d'une prestation de 30 heures pendant 38 semaines de l'année. Ceci réduira les coûts pour les familles et améliorera le soutien des personnes avec des enfants à charge qui veulent reprendre le travail.

réduire nos factures d'énergie d'environ 5 %, en retirant les coûts de certains programmes environnementaux de votre facture d'énergie pour les financer avec les ressources du gouvernement central, en protégeant votre retraite d'État avec de meilleures garanties que la valeur réelle de votre retraite ne diminuera pas, en s'assurant que le salaire minimum augmentera en phase avec l'inflation.

protéger la valeur des allocations, les abattements fiscaux et les crédits d'impôt en les augmentant en phase avec l'inflation pour bâtir une Écosse plus équitable, en arrêtant le déploiement des allocations de crédit universel, en abolissant la « bedroom tax » et en stoppant quelques-uns des changements les plus préjudiciables que le gouvernement de Westminster est en train d'introduire en matière de protection sociale.

Qu'advient-il de nos relations avec les autres parties du Royaume-Uni ?

L'Écosse continuera à entretenir des relations étroites et privilégiées avec les autres nations de ces îles. Ce sera un nouveau partenariat modernisé, d'égal à égal entre le peuple écossais et le reste du Royaume-Uni.

Selon nos propositions, nous garderons nos liens étroits de famille et d'amitié grâce à la poursuite de l'union sociale et nous continuerons à partager la Reine comme chef d'État (comme le font actuellement 16 pays du Commonwealth) et nous partagerons la livre qui sera notre monnaie.

Nous serons partenaires égaux au sein de l'UE et dans le cadre d'un partenariat de défense commune au sein de l'OTAN.

Mais l'indépendance terminera l'union parlementaire et nous n'enverrons donc plus de députés à Westminster. Les décisions sur l'avenir de l'Écosse et de notre économie seront prises ici. Le peuple écossais sera aux commandes.

Est-ce qu'il y aura un passeport écossais ?

Nos propositions pour l'indépendance signifient qu'en tant que citoyen écossais, vous aurez le droit à un passeport écossais. Le coût d'un passeport écossais sera le même que celui d'un passeport britannique et vous pourrez continuer à utiliser votre passeport britannique existant jusqu'au moment normal de le renouveler.

Depuis les années 1920, l'Écosse fait déjà partie d'une zone de voyage commune avec le reste du Royaume-Uni, l'Irlande, les îles anglo-normandes et l'île de Man. Nous envisageons de rester dans cette zone, ce qui signifie qu'il n'y aura pas de contrôles transfrontaliers et que vous n'aurez pas besoin d'un passeport pour voyager dans les autres parties du Royaume-Uni, en Irlande, dans les îles anglo-normandes et l'île de Man (même si bien entendu, certaines compagnies aériennes exigent une preuve d'identité pour les vols domestiques).

Comment deviendrons-nous indépendants ?

L'Écosse deviendra indépendante si le peuple écossais vote Oui au référendum du 18 septembre 2014. Après un vote pour l'indépendance, le gouvernement écossais conclura un accord avec le gouvernement de Westminster et l'UE sur les dispositions pour une transition vers l'indépendance sur la base de notre date proposée du 24 mars 2016.

Garderons-nous la Reine ?

Oui . La Reine restera le chef de l'État d'Écosse. Une Écosse indépendante aura une constitution écrite qui établira la façon dont nous serons gouvernés.

Que se passera-t-il avec notre part de la dette nationale ?

L'Écosse et le reste du Royaume-Uni conviendront d'une part de la dette nationale, en se référant par exemple à l'historique de la contribution écossaise aux finances publiques britanniques. Une autre approche pourrait être d'utiliser notre part de population.

De toute façon, il est projeté que, comme la proportion de notre rendement économique, notre part de la dette britannique sera plus petite que pour le Royaume-Uni dans son ensemble, ce qui signifie que l'Écosse est mieux placée pour l'avenir. Cependant, nous aurons aussi droit à une juste part des actifs britanniques, qui sont évalués à 1 267 milliards de livres sterling. Nous pourrions choisir de déduire une partie de notre part des actifs britanniques de la dette du Royaume-Uni que nous convenons d'assumer.

Qu'advient-il des allocations et des crédits d'impôt que nous percevons ?

À l'indépendance, vous continuerez à recevoir le versement d'allocations et de crédits d'impôt de la même façon que maintenant. Devenir indépendant ne changera pas votre droit en soi.

Cependant, des gouvernements écossais futurs pourront choisir de faire les choses différemment que le Royaume-Uni. Par exemple, ce gouvernement arrêtera les préjudices engendrés par les changements de notre système de protection sociale que Westminster a introduits. Nous abolirons la « bedroom tax » et nous stopperons le déploiement des allocations de crédit universel et d'indépendance individuelle.

Les fonctionnaires employés dans les ministères britanniques auront-ils toujours du travail ?

L'indépendance signifiera que la fonction publique en Écosse couvrira une gamme de services fournis actuellement par Westminster. La responsabilité pour des services comme les allocations seront transférés au gouvernement écossais. De nouveaux emplois seront créés pour des services fournis à l'heure actuelle par d'autres parties du Royaume-Uni. Nous collaborerons avec le gouvernement de Westminster pour préserver la continuité de l'emploi pour tout le personnel, soit par sa mutation au sein du gouvernement écossais, soit par le maintien de son poste au

sein du gouvernement de Westminster là où ses compétences sont encore requises. Les droits à la retraite et autres modalités d'emploi des fonctionnaires mutés du gouvernement de Westminster seront entièrement honorés. Le personnel muté rejoindra des effectifs spécialisés et divers de la fonction publique en Écosse, basée sur des principes d'honnêteté, d'intégrité, d'objectivité et d'impartialité, impliquée dans l'excellence des pratiques d'emploi et forte d'un engagement continu pour éviter des licenciements forcés.

Est-ce que le pétrole et le gaz appartiennent à l'Écosse ?

La grande majorité du pétrole et du gaz du Royaume-Uni provient de la partie écossaise du plateau continental britannique et sera en Écosse après l'indépendance. Des analyses révèlent que plus de 90 % des revenus du pétrole et gaz proviennent de champs pétroliers dans les eaux écossaises (sur la base de principes bien établis par la loi internationale).

Dépendons-nous du pétrole et du gaz pour devenir indépendants ?

Non. Le rendement économique par habitant de l'Écosse, même sans le pétrole et le gaz, est pratiquement le même que celui du Royaume-Uni dans son ensemble. Le pétrole et le gaz viennent donc en prime. Lorsque nous comptons le rendement de la mer du Nord, l'Écosse produit presque 5 % de plus par habitant que la moyenne britannique.

Les revenus du pétrole et du gaz comptent pour 15 % des recettes écossaises générales du secteur public, comparé à 30 % pour la Norvège, pourtant la Norvège prospère et son fonds pétrolier équivaut à 470 milliards de livres sterling.

L'avenir de l'Écosse est entre vos mains.

L'avenir de l'Écosse est un guide complet à votre usage pour étudier la question d'une Écosse indépendante et ce que cela signifie pour vous.

L'avenir de l'Écosse répond à vos questions sur l'indépendance et expose les faits et chiffres concernant :

- Comment l'Écosse peut se permettre d'être indépendante.
- Les forces économiques de l'Écosse et comment nous pouvons tirer le meilleur parti de notre potentiel.
- Comment l'indépendance aidera à veiller à ce que chaque individu en Écosse reçoive un traitement équitable.
- Les façons qui permettront à l'indépendance de renforcer la démocratie écossaise.
- Une place dans le monde pour une Écosse indépendante.
- D'autres thèmes importants pour vous.

scotreferendum.com



Lire le code QR ici pour voir des vidéos relatives à *L'avenir de l'Écosse*



**The Scottish
Government**
Riaghaltas na h-Alba

© Crown copyright 2013

ISBN: 978-1-78412-145-7 (French)

Groupe APS Écosse
DPPAS20255 (11/13)